

INTERNATIONAL

Accès à la terre

Une délégation de la Via Campesina était présente en septembre dernier à Genève pour présenter ses revendications aux organes onusiens. Nous nous sommes entretenus à cette occasion avec Diego Monton, de l'Organisation des paysans indigènes d'Argentine, membre de la coordination latino-américaine de la Via Campesina, et Sandra Moreno, du Syndicat ouvrier paysan d'Andalousie (SOC), qui est membre du Syndicat andalous des travailleuses-euses (SAT) et de la Via Campesina.



Quelles sont les luttes actuelles en Amérique latine ?

Diego Monton : en Amérique latine, c'est la lutte pour la défense de la terre des paysan·ne·s indigènes et pour la défense de leurs territoires. Par territoire, nous parlons non seulement des terres cultivables, mais nous incluons aussi une dimension collective. Un territoire, c'est un ensemble de rapports humains et culturels liés à la terre et aux biens communs qui s'y trouvent, comme l'eau. Nous réclamons une réforme agraire et luttons donc pour la collectivisation des terres et l'accès public aux biens communs. Il s'agit de reconquérir les terres appartenant aux grands propriétaires terriens (les latifundia) et les grands espaces laissés en friche.

Dans ce contexte, nous défendons la souveraineté alimentaire comme un moyen de produire collectivement l'alimentation. Nous combattons ainsi la logique du capitalisme financier international qui promeut les grandes monocultures destinées à l'exportation. Ce discours est d'ailleurs repris en Amérique latine par les États, la presse et les universités, qui nous présentent l'industrialisation de la production agricole comme un progrès.

Dans l'ensemble, les luttes sont similaires dans toute l'Amérique latine, même si des différences régionales existent. Ces luttes sont intimement liées à la défense des peuples indigènes, qui vivent de la terre. C'est en particulier le cas en Amérique centrale, notamment au Guatemala où la plupart des paysan·ne·s sont mayas. La situation est un peu différente au Chili, en Argentine, en Uruguay et au Brésil, où l'immigration a toujours été importante, ce qui modifie certains aspects des luttes politiques qui y sont menées.



Et en Andalousie ?

Sandra Moreno : En Andalousie, les axes de lutte sont assez semblables à ce qui se passe en Amérique latine. Je précise que mon syndicat, le SOC, est l'un des premiers qui ont été créés après la chute de la dictature de Franco en 1975. C'est un syndicat qui défend les travailleuses-eurs de l'agriculture. Historiquement, comme dans les pays latino-américains, la propriété des terres est très concentrée en Andalousie ; on estime qu'entre 80 et 90 entités (familles ou entreprises) y possèdent environ 70% des terres, si bien que la figure du grand propriétaire terrien est très présente.

Ainsi, le SOC-SAT axe ses luttes prioritairement sur l'accès à la terre. Nous pratiquons l'action directe, c'est-à-dire les occupations de terres. Il s'agit souvent de terres laissées en friches qui appartiennent soit à de grands propriétaires, soit à l'État, notamment des terrains militaires. Ces occupations débouchent souvent sur la création de coopératives de production, ce qui permet de maintenir un lien entre les travailleuses-eurs et aussi de faire en sorte que les produits soient transformés sur place au lieu d'être immédiatement exportés.

La revendication essentielle, c'est que la terre appartient à celles et ceux qui la travaillent. Nous revendiquons également le droit à un accès digne à ces trois composantes que sont « un toit, du pain et du travail ». C'est loin d'être le cas pour tout le monde. Ainsi, les travailleuses-eurs journalières-ers, dont l'emploi est saisonnier, n'ont accès à des prestations sociales de l'État que s'ils-elles justifient d'un certain nombre de jours de travail durant la saison. Leur situation est très précaire car le mauvais temps peut entraîner des périodes de chômage en saison, sans compter les travailleuses-eurs âgé·e·s et les femmes, qui connaissent de plus fortes fluctuations des jours travaillés. Bien souvent,

le nombre de jours de travail ne leur suffit pas pour toucher des allocations hors de la saison.

Comment articulez-vous ces luttes avec d'autres revendications ?

Sandra Moreno : Il me semble très important de faire le lien avec les droits des femmes. Les femmes assument un triple travail : elles sont actives dans la production, elles sont chargées du travail domestique et assument toutes les tâches de soin (envers les enfants et les personnes âgées). Il s'agit de charges énormes, ce d'autant plus que les horaires dans l'agriculture sont instables, les journées de travail longues et que les femmes sont souvent victimes de violence. Il faut se représenter ce que c'est que de devoir passer des nuits dans des baraquements sur les exploitations agricoles, à la merci d'à peu près n'importe qui.

En outre, les femmes sont très rarement propriétaires des terres. Celles-ci appartiennent aux hommes, ce qui peut causer d'énormes difficultés lors de divorces ou en cas de veuvage. De plus, en Galicie par exemple, les femmes sont souvent propriétaires de petites exploitations. Or, les subventions européennes sont calculées au nombre d'hectares, si bien que les petites exploitations ne peuvent pas rivaliser avec l'agriculture industrielle. Les femmes perdent ainsi leur outil de production et vont grossir les rangs des travailleuses-eurs agricoles exploité·e·s.

Diego Monton : En Amérique latine, la situation des femmes est également très difficile. Elles sont très isolées et subissent différentes formes de violences, y compris des violences physiques. Cela rend difficile leur participation à l'action collective, ce d'autant plus que les structures sont très patriarcales. La Via Campesina tente de travailler sur ces questions. Nous essayons d'élargir les luttes aux droits des minorités sexuelles de manière générale, mais c'est encore très difficile.

Comment incluez-vous les migrant·e·s dans vos luttes ?

Sandra Moreno : On sait très bien que tant que les conditions de travail ne seront pas dignes en Afrique ou dans d'autres régions du monde, il y aura des migrations. C'est un fait qu'il y a beaucoup de migrant·e·s qui travaillent dans l'agriculture, qui sont systématiquement discriminés. Du côté du SOC-SAT, nous considérons que les migrant·e·s

arrivent avec tous leurs droits et nous incluons systématiquement la défense des migrant·e·s dans nos revendications.

Qu'attendez-vous de vos contacts dans les pays du Nord ?

Diego Monton : La solidarité internationale est importante. Il s'agit d'abord de prendre conscience que le niveau de vie dont vous bénéficiez en Europe est fondé sur l'exploitation, des ressources et des travailleuses-eurs, dans le reste du monde. Il faut donc lutter contre les centres financiers internationaux qui se trouvent chez vous. Il est important de comprendre que c'est la logique même du capital financier international qui crée les problèmes que nous rencontrons. Par exemple, au Brésil, des sociétés européennes investissent massivement dans des monocultures destinées à la production de papier pour l'exportation, au détriment de la production alimentaire pour le marché local. Cela concerne aussi des entreprises suisses, comme Nestlé, combattue par un boycott en Colombie, Syngenta, récemment condamnée par l'État brésilien du Parana pour l'assassinat de plusieurs salarié·e·s, ou Holcim.

Sandra Moreno : Le SOC est régulièrement criminalisé en Andalousie en raison des actions qu'il mène, en particulier l'occupation des terres. Plusieurs centaines de nos membres font l'objet de procédures judiciaires, la police est envoyée pour « libérer » les terres occupées. Il est important que nous puissions relayer nos luttes à l'international, et nous avons besoin d'alerter largement sur ce qui se passe en Andalousie. Ainsi, un des leaders historiques du SOC, Andrés Bódalo, est actuellement emprisonné. Nous sommes mobilisés depuis plus de six mois pour dénoncer la situation, mais il est difficile d'avoir un impact sans réseaux internationaux. Nous avons donc parlé de son cas récemment à l'ONU et une pétition de soutien circule.

*Propos recueillis par
Antoine Chollet et Arnaud Thiéry*

*Article paru dans Pages de Gauche
n°159 octobre 2016*

La pétition de soutien à Andrés Bódalo est disponible sur
www.indultobodalo.info
et nous encourageons tout le monde à la signer en signe de solidarité.